

# Petit manuel de résistance contemporaine

Sortie le 23/05/2018

## **Abstract**

Que faire face à l'effondrement écologique qui se produit sous nos yeux ?

Dans ce petit livre incisif et pratique, l'auteur de Demain s'interroge sur la nature et sur l'ampleur de la réponse à apporter à cette question. Ne sommes-nous pas face à un bouleversement aussi considérable qu'une guerre mondiale ? Dès lors, n'est-il pas nécessaire d'entrer en résistance contre la logique à l'origine de cette destruction massive et frénétique de nos écosystèmes, comme d'autres sont entrés en résistance contre la barbarie nazie ? Mais résister contre qui ? Cette logique n'est-elle pas autant en nous qu'à l'extérieur de nous ? Résister devient alors un acte de transformation intérieure autant que d'engagement sociétal...

Avec cet ouvrage, Cyril Dion propose de nombreuses pistes d'actions : individuelles, collectives, politiques, mais, plus encore, nous invite à considérer la place des récits comme moteur principal de l'évolution des sociétés. Il nous enjoint de considérer chacune de nos initiatives comme le ferment d'une nouvelle histoire et de renouer avec notre élan vital. À mener une existence où chaque chose que nous faisons, depuis notre métier jusqu'aux tâches les plus quotidiennes, participe à construire le monde dans lequel nous voulons vivre. Un monde où notre épanouissement personnel ne se fait pas aux dépens des autres et de la nature, mais contribue à leur équilibre

# Après demain (sortie le 2 déc 2018)

## Au sommaire

Deux ans après le succès du documentaire «Demain», Cyril Dion revient sur les initiatives qu'il a inspirées en compagnie de son amie Laure Noualhat.

Critique par Weronika Zarachowicz

Un million de spectateurs, un César du meilleur documentaire, une diffusion dans trente pays, des projections à l'ONU ou à Nuit debout, tel fut le fabuleux destin de Demain, documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent (1). Et après ? La belle histoire écolo a-t-elle mis les gens en mouvement et créé un nouvel imaginaire culturel, comme s'enthousiasme Cyril Dion ? Cette interrogation forme le point de départ d'Après Demain. La bonne idée est d'avoir associé au réalisateur, écrivain et cofondateur du mouvement Colibris, une empêcheuse de tourner en rond précise et malicieuse, la journaliste Laure Noualhat. A sa suite, nous voilà embarqués dans un petit tour des initiatives post-Demain, pour vérifier si le monde a « vraiment » changé, si les solutions (monnaies locales, projets citoyens d'énergies alternatives, nouveaux modèles de gouvernance des entreprises...) sont « à la hauteur ».

Le bilan, mi-figue mi-raisin, raconte la formidable énergie (communicative !) qui se déploie, de Liège à Grenoble, via Paris ou Bayonne, et les projets qui se multiplient, y compris dans le monde de l'entreprise (de Mobil Wood à La Poste, jusqu'à Danone, qui cherche à décrocher une certification « B Corp », label indépendant international couronnant les efforts environnementaux et sociaux, mais... distribue pour l'instant bouteilles et yaourts suremballés). Il dit aussi l'immense difficulté du passage à l'action collective et le défi du changement d'échelle. Comment la lame de fond citoyenne peut-elle peser sur l'action publique ? Le nouveau grand récit, l'histoire capable de changer l'Histoire, reste encore à inventer...

# Après Demain fait éclore de nouvelles initiatives citoyennes, trois après « Demain »

Weronika Zarachowicz (Télérama publié le 11/12/2018 Mis à jour 12/12/2018)



“Après Demain” creuse le même sillon que le retentissant documentaire “Demain”, tour du monde d’initiatives positives. Le portrait de citoyens aspirant à construire de beaux lendemains.

En 2015, Demain avait embarqué les foules en racontant les histoires de héros anonymes qui réinventent l’agriculture, l’énergie, l’urbanisme, les transports, l’économie... Trois ans plus tard, Cyril Dion propose, cette fois avec la journaliste Laure Noualhat, un Après Demain en forme d’état des lieux. Alors, sont-ils à la hauteur du défi, les potagers sur les toits de la poste, les panneaux photovoltaïques installés sur les toits des écoles, et toutes ces solutions présentées dans Demain et dans Après Demain ? « Forcément, quand on rassemble toutes les études disponibles aujourd’hui – concentration du carbone, disparition des oiseaux, des insectes... –, on comprend que l’effondrement a déjà commencé, et que nous n’arriverons sans doute pas à maintenir un réchauffement climatique à 2°C. » Pas question pour autant que Cyril Dion lâche son mantra : « Quoi qu’il arrive, il faut continuer à donner envie, pour construire un récit différent, une nouvelle fiction collective. Car tout ce que chacun pourra faire améliorera la résilience de nos sociétés. » Bilan en quatre mots-clés.

## Récit

« Ce que j’appelle récit, c’est le sens général que nous donnons à nos sociétés. En s’agrégeant, cette multitude de petits récits crée une nouvelle histoire plus globale, un changement culturel de fond : ceux qui nous racontent comment ils se passent d’énergies fossiles ; ceux qui écrivent une nouvelle histoire de Paris, comme Anne Hidalgo avec le plan Climat ; ceux encore qui créent des monnaies locales sans passer par les banques... On a besoin d’imaginer une représentation de l’avenir « inspirante » pour avoir envie de la mettre en œuvre. On a aussi besoin de construire des histoires qui proposent des perspectives différentes de l’extrême droite ou de régimes autoritaires type Chine ou Russie qui pourraient bien fleurir sur le désastre écologique. Je refuse de laisser les grands récits aux religions ou aux dictatures. »

## Bataille culturelle

« Nous avons une bataille culturelle à gagner, qui porte en germe des changements systémiques, politiques, économiques. Lors de la Révolution française, la mobilisation ne s'est pas faite sur les droits de l'homme, mais sur la hausse du prix du pain, la colère contre les mauvaises récoltes et les inégalités intolérables. A un moment donné, ces circonstances historiques ont croisé le récit émergent des droits de l'homme, et cette rencontre a engagé une révolution politique. Nous vivons une période comparable. Les circonstances historiques, ce sont l'augmentation des inégalités, la destruction des écosystèmes... Et un peu comme le mouvement des Lumières de l'époque, les écolos appellent à changer de régime, sauf qu'il ne s'agit plus de sortir de la monarchie. Si on veut enrayer l'effondrement en cours, il faut rompre avec le capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui. »



## Multinationales

Avec Laure Noualhat, nous avons voulu vérifier ce que Demain avait provoqué. Ce qui m'a le plus frappé est que ce changement culturel, ce nouvel imaginaire pénètrent le monde des entreprises. Y compris des giga-entreprises comme Danone. Attention, je ne suis pas dupe, les multinationales ne vont pas se transformer comme par magie. Pour l'instant, elles changent le monde en le détruisant et, dans le cas de Danone, l'eau en bouteille ou les yaourts suremballés, c'est une hérésie !

Il n'empêche que quand Emmanuel Faber, le pdg de Danone, annonce qu'il veut que son entreprise devienne « B Corp » [Benefit Corporation, un label international indépendant qui certifie les engagements sociétaux et environnementaux des entreprises, ndlr], c'est le signe d'un changement culturel. Qu'une entreprise de cette taille prenne le risque de changer ses statuts pour intégrer une mission d'intérêt général, qu'elle accepte d'être audité tous les deux ans sur sa gouvernance pour vérifier qu'il ne s'agit pas de "greenwashing", c'est intéressant. De même que pour changer ses processus industriels elle se fasse conseiller par Pocheco, une petite PME du nord de la France, qu'on avait suivie dans Demain, et qui expérimente des procédures de fabrication sans produits toxiques, avec moins d'emballages, dans des bâtiments écologiques, avec une hiérarchie allégée... »

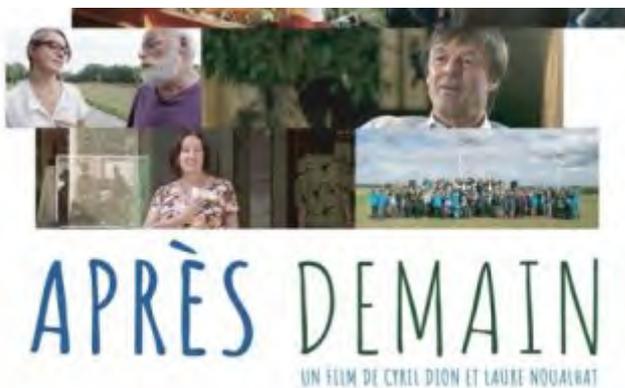
## Changer d'échelle

« Beaucoup de citoyens, d'entreprises, de villes sont prêts à aller plus loin. C'est le cas à Bayonne, par exemple, avec l'eusko, cette monnaie locale basque créée en 2013. Le maire dit : on veut passer à la vitesse supérieure, faire payer la taxe d'habitation en monnaie locale, comme à Bristol, mais l'Etat nous en empêche, alors que théoriquement la loi sur l'économie sociale et solidaire le permet... Pour changer d'échelle, les gens doivent se mobiliser et faire pression, mais il faut aussi créer de l'articulation entre les différents acteurs de la société. Si le parc éolien d'Avessac, en Loire-Atlantique, est né — sept mille foyers, ce n'est pas rien ! —, c'est parce que le projet a embarqué citoyens, banques, entreprises, collectivités et élus nationaux. Comme l'explique le sénateur Ronan Dantec, il faut y voir aussi la conséquence directe des amendements passés au Parlement, qui ont permis les plans climat-énergie territoriaux.

- « Les choses changent quand il y a suffisamment de personnes qui se racontent une nouvelle histoire ». Cyril Dion, coréalisateur

Construire cette alchimie, créer des communautés soudées sur des territoires plus ou moins vastes, être capable de coopérer, c'est précisément ce qui permettra d'amortir les chocs et d'améliorer la résilience de nos sociétés. Cela me conforte dans l'idée qu'il nous faut des stratégies révolutionnaires pacifiques. C'est la conclusion d'Après Demain : les choses changent quand il y a suffisamment de personnes qui se racontent une nouvelle histoire et engagent une lutte non violente dans la rue, comme pour les droits civiques ou les droits des femmes. »

# Ce que le film *Après Demain* ne vous a (toujours) pas dit



Emmanuel WATHELET

Si le film *Demain* a été un tel succès et qu'il a touché tant la société civile que les décideurs politiques et le monde marchand, pourquoi les résultats sont-ils aussi minces ? Désolé, le film *Après Demain* ne vous apportera pas de réponse, même s'il est obligé de faire un constat d'échec du bout des lèvres. Pire : le nouveau

documentaire de Cyril Dion, accompagné cette fois par la journaliste environnementale Laure Noualhat, est confus, trompeur et très intéressé. Ils y confirment l'indigence de leur analyse économique et politique, mais aussi l'incapacité à se défaire de leurs œillères. La caution « autocritique » qu'aurait dû apporter Noualhat fait un « flop » qu'on ne saurait attribuer qu'à l' (auto)censure ou à l'ignorance. Essayons de comprendre.

Je ne vais pas faire traîner un scoop qui n'existe pas. Lorsque j'ai écrit [ma première critique sur le film \*Demain\*](#) – un article abondamment relayé et je vous en remercie ! – j'ai très précisément expliqué l'erreur originelle de Cyril Dion et Mélanie Laurent : *le fait d'occulter l'acteur le plus important de la société capitaliste, c'est-à-dire le capitaliste lui-même !* Et je vous le donne en mille, qui est à nouveau absent de ce second opus ? Bingo, le capitaliste ! Comme si le changement climatique pouvait se résoudre sans rapport de force, sans luttes et qu'il n'y avait pas, à la base de l'inaction politique, des intérêts complètement opposés.

Les « lobbies et multinationales » ne sont évoqués dans le film qu'une seule fois et ils sont considérés comme les *causes* des dérèglements et non comme les *conséquences* du mode de production spécifique qu'est le capitalisme. Le problème ? Nous pousser à croire qu'il suffirait de réguler ces derniers pour que tout aille mieux. D'autre part, la seule fois que le terme « capitalisme » est prononcé, c'est pour en blâmer la version « triomphante », un peu [comme lorsque Edwy Plenel nous assure que le capitalisme n'est pas « spontanément » démocratique](#). Il suffirait de lui forcer la main, quoi... On est là dans le vocabulaire des « excès » du capitalisme qu'il faudrait juguler et dans le refus de considérer [qu'un capitalisme « sans excès » n'est tout simplement pas possible](#).

L'article qui suit est structuré de la façon suivante : je montre que Dion et Noualhat nient la dimension systémique du capitalisme, qu'ils occultent les victoires des capitalistes, qu'ils font croire que les capitalistes font partie de la solution et non pas du problème et, enfin, qu'ils souscrivent à la dangereuse idéologie du volontarisme, mettant tout le poids de la responsabilité sur les individus. Enfin, je reviens sur trois points essentiels à la critique : la

question de la rentabilité économique des « solutions » qu'ils proposent, leur faisabilité réelle ou fantasmée et, enfin, le danger d'une approche psychologisante.

Premier point donc, Cyril Dion et Laure Noualhat ignorent (ou feignent d'ignorer) qu'en régime de propriété privée, les acteurs économiques sont en concurrence. Pour survivre, c'est-à-dire ne pas tomber en faillite ou être rachetés, ils n'ont d'autres choix que vendre plus et diminuer leurs coûts. Deux aspects inconciliables avec le respect de l'environnement et le respect des travailleurs. J'ai détaillé précisément ces mécanismes dans [une série d'articles sous forme de dialogues sur le Blog du radis](#).

Il est important de noter ici que même un producteur « local » de fruits et légumes est soumis aux mêmes règles : la proximité d'une grande enseigne de distribution à côté de chez lui le place de facto en situation de concurrence. Personne ne peut se soustraire à ces lois, quelle que soit la forme juridique adoptée, coopératives comprises. Or, à ce jeu, ce sont toujours les économies d'échelle qui gagnent, autrement dit les gros acteurs économiques. Les « petits pas » font marcher ceux qui peuvent se le permettre, les « gilets jaunes » continueront à aller chez Aldi. Non par choix mais par nécessité.

Si on veut changer ce principe, il faut en changer les règles fondamentales, celles du capitalisme. *Après Demain* reconnaît que les seules initiatives qui durent dans le temps sont celles qui ont pu intégrer des élus locaux. Bien sûr, puisqu'il y a là l'amorce d'une modification structurelle. Mais comme les élus locaux sont bien peu de choses au regard des grandes enseignes et des grandes industries, il faudrait pouvoir convaincre les élus nationaux, les parlementaires européens, voire toucher l'échelle mondiale. Là où les décisions se prennent vraiment...c'est-à-dire là où les lobbies sont sur le terrain depuis le départ ! La [récente campagne « l'affaire du siècle »](#) exprime – enfin !- publiquement que les petits pas ne peuvent suffire, mais elle fait preuve de naïveté en ne mettant pas en cause le système dans ses structures.

Second point, *Après Demain* continue d'affirmer quant à lui que les fameux « petits pas » peuvent, de proche en proche, changer le monde, comme si, entre-temps, les capitalistes regardaient le nouveau monde advenir sans broncher. C'est évidemment complètement faux. Il ne sera pas nécessaire de lister de façon exhaustive, depuis la diffusion de *Demain*, les preuves de l'inaction environnementale – une inaction qui, dans un contexte de réchauffement, correspond à une régression puisqu'elle ne suppose pas le statu quo. Il ne sera pas non plus nécessaire de lister les régressions pures et simples. Pour autant, rappelons quand même quelques faits marquants.

D'abord la prolongation pour cinq ans de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne, ensuite la signature du CETA (on sait qu'en favorisant le commerce, on augmente la pollution) et enfin [l'autorisation donnée par Macron pour le forage par Total en Guyane](#) avec des conséquences environnementales désastreuses. Le New York Times a listé pas moins de [78 lois fédérales contre le climat](#) décidées par l'administration Trump. En France, la nouvelle loi de finance [allège le barème pour les véhicules les plus polluants](#), alors que nous savons les marchés incapables d'anticiper sur le long terme [en ce qui concerne le prix du baril](#) (aucune chance qu'il explose pour cause de rareté). Les Britanniques [autorisent à nouveau l'exploitation du gaz de schiste](#), cette année a [une nouvelle fois battu un record dans la production et la consommation de pétrole](#) et la consommation de pesticides a

encore [augmenté en 2017 en France](#). On sait par ailleurs que Lafarge, GDF-Suez et leurs petits copains [financent les sénateurs climato-sceptiques outre-Atlantique](#), et grâce à la London School of Economics, il est possible d'avoir une vue sur [tous les litiges concernant les lois touchant au changement climatique](#) dans le monde... Tout ça ne concerne que les derniers mois ou années. Vive les petits pas pour changer le monde !

En réalité, il y a un abîme séparant l'augmentation réelle de la conscience du changement climatique chez les citoyens du monde, et l'absence de décisions réelles, influentes. Et pour cause ! Les décisions nécessaires, comme je le répète inlassablement, obligeraient à revoir l'ensemble du système de production capitaliste. Comme ceux qui font les lois sont aussi ceux qui en profitent, aucune chance que cela change.

Troisième point, et non des moindres. *Après Demain* essaie même de nous faire croire que les acteurs économiques capitalistes font partie de la solution et pas du problème ! Ils parlent de « changer les entreprises de l'intérieur » et donnent une véritable tribune à Emmanuel Faber, PDG de Danone. Dans un émouvant (sarcasme) extrait de discours, celui-ci avance sans sourciller que leur objectif est de « servir la souveraineté alimentaire des populations ». Heu, en fait, non. Le but de Danone est de faire du profit. Pas de répondre exactement à une demande. Sinon, on ne jetterait pas autant de bouffe, on ne nous droguerait pas au sucre, etc. Selon le film pourtant, même les grosses multinationales comme Danone peuvent devenir « responsables », au sens écologique et social du terme. Danone sera (au futur, quand même) labellisé Bcorp en 2020 et sa filiale US l'est déjà. Alors, preuve que j'exagère ?

Moi, c'est le genre d'info qui m'interpelle, et du coup je vais voir de plus près. B Corporation est un organisme privé de certification. Pour être certifié, il faut rencontrer une série de critères sociaux et environnementaux. D'accord, mais lesquels ? C'est là que ça se complique, parce que selon la taille de votre entreprise et votre secteur d'activité, les exigences seront différentes. Une espèce de certification à la carte, dont le processus est éminemment opaque et le résultat par conséquent impossible à juger. De plus, le label s'obtient sur base de ce que vous déclarez et personne a priori ne viendra vérifier. Enfin, on sait que la plupart des grandes multinationales ont d'innombrables filiales et travaillent avec des fournisseurs qui, eux, ne sont pas susceptibles d'être certifiés. Facile du coup de rejeter la responsabilité au cas où un scandale devait éclater. J'appelle ça de l'enfumage...

Quatrième point, le documentaire *Après Demain* joue la carte de la culpabilisation des individus. La parole est donnée à Anne Hidalgo, maire de Paris, et Nicolas Hulot, ancien ministre de la transition écologique, lequel affirme qu'il n'y a pas non plus « un million de gens qui descendent dans la rue pour demander de manger bio ». Alors qu'évidemment, quand il s'agit du foot, tout le monde est sur les Champs-Élysées ! Que dire ? D'abord que c'est faux. La marche pour le climat à Bruxelles le 2 décembre 2018 a réuni 75000 personnes. Le chiffre est à peine croyable pour la petite capitale belge. Résultat ? Deux jours plus tard, à la Cop24, le premier ministre belge Charles Michel se faisait remplacer par la ministre du développement durable Marie-Christine Marghem [laquelle y rejetait deux directives pour le climat](#).

Les individus, eux, se mobilisent. C'est au niveau institutionnel, et donc structurel, que ça coince, comme expliqué plus haut. Mais il n'empêche que c'est une habitude : si le

changement climatique n'est pas combattu à sa juste valeur, c'est la faute aux gens qui n'en font pas assez, [comme l'expliquait sans rire Élise Lucet au JT Terre](#) de quelques joyeux Youtubeurs. On est dans la veine [du discours volontariste](#) voulant que le chômeur porte la responsabilité de ne pas avoir de travail, que le bonheur dépend de son développement personnel ou qu'il appartient à chacun de faire attention à ses données personnelles.

Ce n'est pas tout. Comme je l'expliquais déjà dans [mon article sur le film \*Demain\*](#), l'immense hypocrisie de Cyril Dion est de faire croire que, parce que des alternatives existent, elles seraient accessibles à tous. Or, il est maintenant évident qu'acheter équitable, bio, respectueux des animaux et des personnes, c'est payer plus cher. Par exemple, *Après Demain* évoque une école Montessori. Magnifique, d'autant qu'on y paie en proportion de ses revenus...c'est-à-dire entre 150 et 400€/mois, soit entre 10 et 28 fois plus cher [qu'une année de licence à la fac](#) ! Et de passer vite à autre chose comme si c'était normal, comme si le premier « gilet jaune » venu pouvait se le payer.

Le film évoque aussi des potagers sur des toits plats de bâtiments de la Poste. Le PDG, Philippe Wahl, y est tout sourire mais tout le monde « oublie » de nous dire que les postiers motivés sont bénévoles et que la responsabilité leur revient de tout mettre en place et de gérer. On n'appelle pas ça du travail gratuit ?

D'autant qu'il n'est pas étonnant que Cyril Dion et Laure Noualhat se focalisent tant sur la nourriture, le secteur où il est le plus facile de « penser local ». Alors on est obligé de faire des petits arrangements avec la vérité, mine de rien, pour les autres secteurs économiques. Par exemple en ce qui concerne l'énergie éolienne. Bien sûr, on passe sous silence le coût environnemental de leur fabrication et de leur acheminement, mais surtout on s'efforce de taire que jamais l'éolien ne pourra satisfaire nos besoins énergétiques actuels, [comme le répète régulièrement Jean-Marc Jancovici](#). Sinon, il faudrait remettre en question le principe même de croissance, consubstantiel au capitalisme.

[Grâce à Arrêts sur images](#), on découvre d'autres éléments bien nauséabonds. Ainsi, les mérites d'Enercoop, une coopérative de production d'électricité verte, sont vantés dans le docu...mais sans dire qu'elle est partenaire de Kaizen, une revue fondée par Cyril Dion himself. Le conflit d'intérêts ne s'arrête pas là puisque Pocheco, une entreprise dont la publicité est faite dans *Demain* mais aussi dans *Après Demain*, est un actionnaire important de la même revue ! L'histoire de cette dernière entreprise est d'ailleurs un cas d'école. En effet, depuis la diffusion du film *Demain*, Emmanuel Druon, le directeur prônant un « management alternatif », est rattrapé par [des accusations lui reprochant d'être harcelant et tyrannique](#). Entre-temps, le marché du papier s'est écroulé, la boîte n'était plus rentable, elle a licencié en masse et a effectué un glissement de l'industrie vers la consultance, pour donner des conseils à L'Oréal et à...Danone ! Chassez la rentabilité financière par la porte, elle reviendra par la fenêtre.

Et puisqu'il faut bien remplacer par quelque chose les considérations matérielles concrètes qu'il est trop difficile de tordre à son avantage, Dion et Noualhat s'embarquent dans des considérations psychologisantes. Peu importe la vérité, tant qu'on raconte une belle histoire qui donne envie d'y croire (sic). What ? Au chapitre des belles histoires racontées par de beaux conteurs, on aura au moins cette fois échappé à Pierre Rabhi (qui avait lui aussi reçu Emmanuel Faber, PDG de Danone...). Pourtant, Cyril Dion, qui aime placer ses amis comme

on vient de le voir, avait cofondé avec Rabhi le mouvement des Colibris. Faut croire qu'ils ont été tous deux légèrement échaudés par [le dossier que Jean-Baptiste Malet a consacré au « paysan » dans l'édition d'août 2018 du Monde diplomatique](#).

Qu'importe, les premières « stars » venues feront l'affaire, comme l'écrivain à succès Harari, recommandé par Zuckerberg, Obama et Gates. On comprendra qu'il ne représente pas un gros risque pour le capitalisme. On retrouve une énième fois Rob Hopkins, grand prêtre du mouvement dit de la Transition, qui continue de faire semblant de croire à une « révolution tout en douceur » en dépit de l'évidence (argumentée) et Nicolas Hulot qui, au moment du tournage n'avait pas encore démissionné. Oui, ça la fout mal au moment de la diffusion, on perd un peu de son pouvoir de persuasion quand on a reconnu entre-temps sa plus parfaite impuissance, même avec le pouvoir qui était le sien. Last but not least, la parole est donnée à plusieurs reprises à Muhammad Yunus, le « banquier des pauvres » qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 2006. Son credo ? Le business au service de la résolution des problèmes... Sauf que le microcrédit ne sort personne de la misère, qu'il est [inaccessible aux plus pauvres, qu'il masque le rapport de causalité faisant que certains sont obligés d'y souscrire](#), etc. Bref, on est loin d'une idée révolutionnaire.

Le film *Après Demain* est une fable bourrée de conflits d'intérêts, d'inexactitudes, de faux enthousiasme et d'ignorance politico-économique. Cyril Dion et sa comparse faussement critique Laure Noualhat ont même le culot de terminer par un extrait du discours de Martin Luther King pour montrer la puissance des histoires, la force des rêves. Au même titre que Jean-Baptiste Malet a révélé que, dans la légende du colibri relayée abondamment par Rabhi, [le petit oiseau finalement meurt d'épuisement](#), nous devrions peut-être rappeler à Cyril Dion que Luther King a été assassiné et que le racisme envers les afro-américains est toujours féroce. Permettez-moi d'avoir des rêves plus positifs... pour après *Après Demain*.